



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 28 novembre 2024

L'économie mexicaine aurait enregistré une croissance de 1,5 % en glissement annuel au troisième trimestre 2024, dépassant ainsi les attentes du marché et brisant une série de sept trimestres consécutifs de décélération de la croissance.

LE CHIFFRE A RETENIR

+ 1,5 %

Taux de croissance au T3
2024 en g.a.

Les estimations de l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI) sont largement supérieures au consensus de marché qui prévoyait un taux de croissance à 0,8 % g.a. au T3 2024. Les activités agricoles auraient été les plus dynamiques, enregistrant une croissance de 3,8 % g.a. qui s'expliquerait par l'atténuation des effets des sécheresses ainsi que l'expansion de la demande interne et externe. Les activités secondaires n'auraient enregistré une progression que de 0,5 % g.a. en lien avec le ralentissement du secteur de la construction tandis que la croissance de l'industrie manufacturière se serait maintenue. Stimulée par le commerce, les transports et les services éducatifs, la croissance des activités de services aurait été dynamique, à 1,9 % g.a.

Au cours des trois premiers trimestres de l'année, la PIB mexicain aurait cru de 1,4 % g.a., en ligne avec les prévisions pour 2024 du consensus du marché (1,4 %) et du FMI (1,5 %).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Banque centrale (Banxico) revoit à la hausse sa prévision de croissance pour 2024, à 1,8 % (contre 1,5 % estimé en août), et maintient à 1,2 % sa prévision de croissance pour 2025. Cet ajustement à la hausse des prévisions de croissance pour 2024, qui intègre la performance de l'économie au T3 2024 qui a dépassé les estimations, interrompt la série de quatre réductions consécutives des prévisions de Banxico. Restée inchangée par rapport à celle d'août, la prévision de croissance pour 2025 de Banxico est nettement inférieure aux hypothèses avancées par le gouvernement pour préparer le budget de l'année prochaine, qui prévoit un taux de croissance entre 2 et 3 %.

Le président élu américain Donald Trump a annoncé son intention d'imposer, dès son premier jour de mandat le 20 janvier, des tarifs douaniers de 25 % sur tous les produits en provenance du Mexique et du Canada, ainsi qu'une taxe additionnelle de 10 % sur les importations chinoises. Ces mesures visent notamment à pénaliser le Mexique, premier partenaire commercial des États-Unis, accusé de ne pas avoir freiné l'immigration illégale ni le trafic de fentanyl. Trump a affirmé sur son réseau social Truth Social que ces tarifs resteraient en vigueur jusqu'à ce que les flux cessent. Les conséquences pourraient être significatives pour les chaînes d'approvisionnement nord-américaines et mondiales, avec une augmentation des coûts pour les entreprises et les consommateurs américains. Les marchés financiers ont réagi immédiatement : le peso mexicain a perdu 1,5 % de sa valeur face au dollar, et le dollar canadien a également reculé. Ces annonces, à laquelle Claudia Sheinbaum a réagi en affirmant que le Mexique appliquerait des taxes en réponse à chaque taxe américaine, suscitent des inquiétudes quant à une possible guerre commerciale. Les experts préviennent que ces mesures pourraient freiner la croissance américaine et exacerber l'inflation, tout en compromettant les relations commerciales dans le cadre de l'accord T-MEC.

Les sorties de capitaux se seraient élevées à 368 M USD au troisième trimestre 2024, selon la Banque centrale (Banxico). Au total, les sorties de capitaux auraient atteint 9,3 Mds USD entre le T2 et le T3 2024, 96 % des fuites de capitaux ayant eu lieu au cours du T2 2024, tandis que le T1 2024 aurait enregistré un afflux de capitaux de 8,6 Mds USD. Les analystes prédisent que la volatilité des flux des capitaux devrait durer au vu des facteurs internes et externes qui nuisent au climat d'investissement dans le pays, en lien notamment avec les réformes constitutionnelles du nouveau gouvernement et les mesures commerciales et migratoires que pourraient appliquer le président américain élu Donald Trump. Les flux nets d'IDE se seraient également modérés

au T3 2024, atteignant 1,4 Md USD, soit le plus bas niveau enregistré au cours des trois derniers trimestres.

L'inflation aurait ralenti lors de la première quinzaine de novembre, atteignant 4,6 % g.a. selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), contre 4,9 % lors de la dernière quinzaine d'octobre. Ce recul marque un retour progressif vers la fourchette cible de la Banque centrale (3 % +/- 1 %). L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits dont les prix sont les plus volatils, aurait atteint 3,6 % g.a., son plus bas niveau depuis mai 2020. En son sein, les prix des services auraient progressé de 4,9 % g.a., tandis que ceux des produits de base auraient ralenti à 2,5 % g.a. Si la volatilité des prix agricoles, notamment des fruits et légumes (+18,2 % g.a), continue d'exercer une pression à la hausse sur l'inflation non sous-jacente, celle-ci a toutefois reculé à 7,6 % g.a. Le consensus de marché prévoit que la baisse des pressions inflationnistes devrait inciter Banxico à réduire son taux directeur de 25 points de base d'ici la fin de l'année, pour le ramener à 10 %.

En septembre 2024, le secteur de la construction au Mexique aurait enregistré une contraction de 21,6 % g.a., la plus importante depuis juillet 2020, d'après l'INEGI. Cette chute, marquant le troisième mois consécutif de déclin, s'inscrit dans une tendance négative alimentée par l'achèvement prochain de grands projets d'infrastructure comme le Train Maya. Les segments les plus touchés incluent le transport et l'urbanisation (-59,7 %), l'électricité et les télécommunications (-14,2 %), ainsi que le pétrole et la pétrochimie (-3,5 %). Parallèlement, le personnel employé dans le secteur aurait reculé de 1,5 % g.a, et les heures travaillées de 3,4 %. Les entreprises du secteur font en outre face à une pression accrue, en lien avec des retards dans les paiements et une diminution des projets d'infrastructure, alors que les besoins en infrastructures restent cruciaux pour soutenir la croissance économique du pays.

Sectoriel

La présidente Claudia Sheinbaum a dévoilé le Plan National de l'Eau 2024-2030, doté d'un budget d'1 Md USD pour 2025. Le plan repose sur quatre axes : (i) la souveraineté hydrique, (ii) l'accès équitable à l'eau, (iii) la gestion durable face au changement climatique, (iv) et la gestion transparente des ressources hydriques. La présidente a indiqué que l'eau doit « cesser d'être considérée comme une marchandise pour devenir un droit et un bien national ». Les mesures prévues durant le sexennat incluent la modernisation de 200 000 hectares de terres agricoles, augmentant de 51 % leur productivité, la dépollution des rivières Lerma-Santiago, Atoyac et Tula, et la construction de 16 infrastructures stratégiques, dont des barrages et des aqueducs. Le gouvernement a également signé, le 25 novembre, un Accord National pour le Droit à l'Eau, mobilisant divers acteurs publics et privés. Le secteur privé a notamment promis d'investir 820 M USD dans des initiatives visant à optimiser

ses usages de l'eau et à soutenir des projets communautaires. Le plan inclut également une réorganisation des concessions hydriques, avec la création d'un Registre National de l'Eau pour le Bien-être, une plateforme centralisée destinée à simplifier les démarches administratives, renforcer le contrôle des ressources et éradiquer la corruption. Enfin, en réponse aux critiques concernant la réduction de 43,7 % du budget alloué à la Commission Nationale de l'Eau (Conagua) en 2025 par rapport à l'année précédente, Sheinbaum a précisé que les fonds alloués au budget serviront principalement à préparer les projets exécutifs nécessaires pour lancer les travaux dans les années à venir.

Le budget de l'entreprise publique Litio para México (LitioMX) pour 2025, en hausse de 26,6 % par rapport à l'année précédente, atteindrait 0,63 M USD, mais resterait entièrement consacré aux frais administratifs. Aucun projet d'investissement ou opérationnel n'est encore prévu, malgré le rôle stratégique du lithium pour le Mexique. Créé par décret présidentiel en août 2022 dans le cadre de la nationalisation du lithium, LitioMX est censé explorer, exploiter et valoriser cette ressource essentielle, mais depuis sa création, aucun progrès significatif n'a été réalisé, et le gisement de 8 M de tonnes de Sonora reste inexploité. À cela s'ajoutent des litiges, comme celui opposant le Mexique à Ganfeng Lithium, qui retardent encore davantage le développement du secteur. Bien que des projets mixtes impliquant Pemex et la CFE soient envisagés, l'absence de fonds opérationnels compromet la capacité de LitioMX à devenir un acteur de poids sur le marché international. Ce budget exclusivement administratif alimente les doutes sur les ambitions réelles du Mexique dans le secteur et accentue l'incertitude quant à sa stratégie pour tirer parti de ce minéral critique.

Finances publiques

La Chambre des députés mexicaine a approuvé l'élimination de sept organismes autonomes dans divers domaines (transparence, éducation, développement social, régulation de la concurrence et de certains secteurs stratégiques). Ces entités, initialement créées pour garantir l'autonomie dans des secteurs stratégiques comme la régulation économique, les télécommunications ou l'énergie, verront leurs fonctions absorbées par diverses dépendances fédérales et ministères. Selon le gouvernement, cette réforme, initiée par l'ancien président Andrés Manuel López Obrador en février dernier, vise à simplifier la structure administrative et optimiser les ressources publiques, mais elle suscite de vives critiques. L'opposition dénonce une atteinte à la transparence, un affaiblissement des contre-pouvoirs et un risque de violation des engagements du Mexique dans le cadre du T-MEC, notamment en matière de concurrence et de régulation. Les députés de Morena ont toutefois accepté de regrouper certaines fonctions de l'Institut fédéral des télécommunications (IFT) et de la Commission fédérale de la concurrence

économique (Cofece) au sein d'une structure a priori indépendante, dont les modalités seront précisées plus tard. La réforme, qui modifie 14 articles de la Constitution, a été validée par une commission sénatoriale mercredi 27 novembre.

Le ministère des Finances a annoncé le refinancement de 7,4 Mds USD de dette publique arrivant à échéance entre 2024 et 2026. Cette opération, réalisée conformément au plan annuel de financement, vise à optimiser le profil des échéances en pesos à taux fixe, réduire les pressions à court terme et améliorer la liquidité du marché local. Environ 89 % de la dette refinancée a été placée à taux fixe, réduisant le taux d'intérêt moyen de 61 points de base et prolongeant la durée moyenne de la dette de 3,4 ans. Les instruments rachetés incluent des bons du Trésor et des obligations à moyen et long terme (cetes, bondes F, bonos M et udibonos), d'un montant de 2,1 Mds USD pour les échéances 2024, 3,9 Mds USD pour 2025 et 1,35 Md USD pour 2026. Les nouveaux titres, émis avec des maturités allant jusqu'en 2043, reflètent la confiance des investisseurs dans la solidité macroéconomique du Mexique et son engagement à maintenir une trajectoire de dette durable. Ce refinancement, la huitième opération de l'année, renforce le portefeuille de dette publique en pesos pour 2025 et contribue à protéger l'économie des chocs extérieurs et de la volatilité internationale.

À partir de 2025, la taxe d'entrée pour les touristes étrangers au Mexique, connue sous le nom de « droit de non-immigrant », augmentera de 20 %, passant de 35,4 USD à 41,9 USD. Par ailleurs, les passagers des vols internationaux quittant le pays devront s'acquitter de 11 USD pour les services migratoires, contre 9,1 USD actuellement. Les touristes arrivant par voie maritime ne seront plus exemptés de cette taxe, marquant un changement notable pour les croisiéristes. Ces augmentations, qui visent à renforcer les ressources publiques, suscitent des critiques parmi les spécialistes du tourisme. Certains experts ont déclaré que cette hausse risque de nuire à la compétitivité du Mexique en tant que destination touristique, notamment face à des concurrents internationaux qui investissent massivement dans la promotion. Cette décision intervient alors que le budget fédéral pour le ministère du Tourisme (87,4 M USD) sera réduit de 13,7 % en 2025 et celui de l'organisme chargé de la promotion de la marque « Mexique » (2,6 M USD) de 7,3%, risquant de limiter la visibilité du Mexique parmi les destinations touristiques mondiales. Malgré une année 2023 exceptionnelle, marquée par une hausse de 10 % du tourisme international, avec 42,15 M de visiteurs étrangers et 28,7 M USD de recettes selon l'INEGI, la tendance s'est inversée ces derniers mois. En septembre 2024, seuls 3,3 M de touristes sont arrivés au Mexique, un niveau proche de ceux observés durant la pandémie, confirmant un ralentissement amorcé depuis l'été.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	28/11/2024
Bourse (IPC)	-1,06%	-4,91%	49 918,2 points
Change MXN/USD	-0,05%	19,10%	20,44
Change MXN/EUR	0,79%	13,92%	21,57
Prix du baril mexicain	-0,17%	-10,06%	64,31

Amérique centrale

Costa Rica

Au cours des dix premiers mois de 2024, les exportations de marchandises auraient enregistré une croissance de 8 %, atteignant un total de 16,5 Mds USD, selon l'Agence de promotion du commerce extérieur (Procomer). Le secteur des équipements médicaux et de précision mène la croissance avec une hausse +13 %, suivi par l'agriculture (+7 %) et l'alimentation (+6 %). Le secteur de l'électricité et de l'électronique se distingue également avec une augmentation de +10 %.

Selon le rapport du programme « *Etat de la nation* » (pilote par les 5 universités publiques du pays), le Costa Rica, qui s'oriente en l'absence de changements majeurs vers une société moins durable et plus émettrice de carbone, devrait exploiter davantage la filière solaire. En 2023, alors que la matrice électrique du pays est quasiment à 100 % renouvelable, c'est loin d'être le cas de la matrice énergétique puisque 69,4 % de l'énergie consommée dans le pays provient de sources non renouvelables telles que le gazole et l'essence. Outre l'utilisation

des combustibles fossiles dans les transports, le phénomène climatique El Niño a contribué à faire passer la part de l'électricité d'origine thermique de 1 % à 5 % en 2023. Selon le rapport, le pays ne parvient toujours pas à s'attaquer efficacement aux facteurs structurels qui aggravent les risques liés aux événements climatiques, ce qui accroît sa vulnérabilité. La preuve en est que la matrice énergétique reste stagnante et s'appuie sur les combustibles fossiles lorsque le pays est confronté à des périodes de sécheresse prolongées. Selon l'entreprise publique d'électricité (*Instituto Costarricense de Electricidad - ICE*), seule 0,2 % de la consommation d'énergie électrique proviendrait du solaire. Afin de diversifier la matrice énergétique, l'ICE a signé début septembre neuf contrats avec des entreprises privées pour produire 166 mégawatts d'énergie solaire et éolienne.

El Salvador

Moody's a relevé la note de la dette souveraine à long terme du Salvador de Caa1 à B3 avec une perspective stable. Le profil de crédit du pays a bénéficié des récentes opérations de gestion du passif qui ont réduit de manière significative les remboursements externes, conduisant à une diminution substantielle du risque de paiement et à l'allègement des pressions de paiement.

BID Invest a accordé un prêt de 50 M USD à Banco Davivienda Salvadoreño. Cette opération s'effectue par le biais d'une mobilisation avec Banco Santander, afin de promouvoir le crédit vert pour les projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, en plus de stimuler la croissance du portefeuille pour les petites et moyennes entreprises. L'opération complète un prêt initial de 50 M USD accordé en 2020, entièrement financé par BID Invest, afin de soutenir le développement économique durable au Salvador.

Guatemala

Le Congrès a approuvé le budget général 2025 pour un montant de 148,5 Mds GTQ (18,25 Mds EUR), à l'issue d'une session-marathon qui a débuté le 26 novembre et s'est achevée au matin du 27 novembre. Le déficit budgétaire prévu, de 3,4 %, a suscité de vives critiques et oppositions. La loi de finances prévoit l'émission de 25,1 Mds GTQ (3,1 Mds EUR) en bons du Trésor (montant de dette le plus élevé de l'histoire du pays), pour financer des projets d'infrastructure routière, d'appui au développement agricole, et des programmes sociaux, en particulier en faveur des personnes âgées. Le budget donne la priorité aux secteurs de l'éducation (25,6 Mds GTQ) et de la santé (15,2 Mds GTQ), prévoit 98,9 Mds GTQ de budget de fonctionnement, 29,7 Mds GTQ d'investissement public (notamment 3,5 Mds GTQ pour la

réhabilitation d'infrastructures routières, 1,2 Md GTQ pour le projet de métro de la capitale, et 900 M GTQ pour le secteur électrique), et 19,9 Mds GTQ pour le service de la dette. Le président Arévalo a salué un budget « solide et responsable », qui constitue « une avancée significative pour le pays ».

La Banque centrale (Banguat) prévoit une croissance stable de l'économie d'ici 2025. Le président de Banguat, M. González Ricci, a souligné la nécessité de se concentrer sur l'optimisation des investissements dans les domaines du travail, du capital et de la productivité, afin d'accroître la compétitivité du pays pour un développement plus inclusif et compétitif. Banguat prévoit que la croissance du PIB atteindra 3,7 % d'ici à 2025. Quant à l'inflation, elle pourrait atteindre 3,75 % à la fin de 2025, ce qui resterait dans la fourchette cible de la Banque centrale (4 % +/- 1 %).

Honduras

Le ministère des Finances a annoncé l'émission de sa première obligation verte, d'une valeur de 700 M USD. Les fonds levés par ce placement serviront à financer une série de programmes et de projets gouvernementaux fortement axés sur l'impact social et environnemental, conformément aux objectifs du Plan gouvernemental et aux Objectifs de développement durable (ODD). Le ministère a souligné que cette obligation est émise dans un contexte favorable, après deux baisses consécutives des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine, qui a fixé son taux de référence à 4,75 %. En outre, le risque pays s'est nettement amélioré, puisqu'il a baissé de près de 100 points. L'obligation a une maturité de 10 ans et un taux d'intérêt de 8,6 %. Le placement a été un succès, avec une souscription de 4,7 fois le montant initial proposé.

La BID a approuvé une ligne de crédit et un prêt à hauteur de 250 M USD au total pour la décarbonisation du secteur électrique. Une ligne de crédit conditionnelle pour des projets d'investissement (CCLIP) à 200 M USD et un premier prêt individuel à 50 M USD soutiendront la décarbonisation du secteur de l'électricité du Honduras et la compagnie nationale d'électricité ENEE (*Empresa Nacional de Energía Eléctrica*). En outre, la BID aurait également approuvé un financement non remboursable de 5,1 M USD et un financement non remboursable de 2 M USD pour des investissements du Fonds stratégique pour le climat, ainsi qu'une subvention CLIMA de la BID de 2,5 M USD. Le programme bénéficiera à 1,9 M de clients du système national interconnecté du Honduras en leur fournissant un accès à une électricité fiable et propre.

Nicaragua

Le Congrès nicaraguayen a approuvé une réforme constitutionnelle qui donne à Daniel Ortega et à Rosario Murillo le contrôle absolu des pouvoirs de l'État.

L'Assemblée nationale, à majorité Front sandiniste de libération nationale (FSLN, gauche) au pouvoir, a approuvé « à l'unanimité » l'initiative présentée par le président. La réforme controversée prolonge le mandat présidentiel de cinq à six ans et confirme le pouvoir existant de l'épouse du président Ortega, Mme Murillo, en la mettant sur un pied d'égalité avec M. Ortega, la faisant passer de vice-présidente à co-présidente. Le texte accorde un pouvoir total à l'exécutif en établissant que les coprésidents coordonneront « les organes législatifs, judiciaires, électoraux, de contrôle et de surveillance, régionaux et municipaux », que la constitution reconnaissait auparavant comme indépendants.

Panama

Le Panama a commencé à nettoyer son registre maritime pour éliminer les navires non conformes et ceux contournant les sanctions. Selon le nouveau directeur de la marine marchande (gestionnaire du pavillon panaméen), une unité de conformité aurait été créée pour renforcer les contrôles et appliquer les sanctions des États-Unis, de l'Union Européenne et du Royaume-Uni. La nouvelle politique d'enregistrement exigerait des vérifications préalables et permettrait la radiation rapide des navires non conformes, ciblant particulièrement la « *dark fleet* ». Le registre maritime panaméen (le plus important en nombre de navires) a confirmé que 27 navires sanctionnés auraient été radiés ou seraient en cours de radiation. Contrairement à d'autres registres, le pavillon panaméen est géré directement par le gouvernement, sans sous-traitance. Selon les données de *Lloyd's List Intelligence*, 36 % des 667 pétroliers identifiés comme appartenant à la « *dark fleet* » seraient enregistrés sous pavillon panaméen, alors que ce registre ne représente que 16 % de la flotte mondiale en termes de capacité.

La dette publique du Panama aurait atteint 53,8 Mds USD en 2024, soit 61,6 % du PIB. Cette dette serait composée à 61 % par des obligations, à 17,7 % par des financements de bailleurs multilatéraux (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Banque interaméricaine de développement...), à 18 % par des bons et lettres du Trésor, à 1,8 % par des banques privées comme JP Morgan, et à 1,5 % par des organisations bilatérales. Le ministère de l'Économie et des Finances considère qu'à défaut de bénéficier de recettes suffisantes, le pays devrait continuer à financer son budget par la dette, tout en limitant les dépenses et en améliorant l'efficacité de la collecte des impôts.

Soulignant l'augmentation de la dette publique et la faiblesse des recettes, Standard & Poor's a abaissé la note du Panama de BBB à BBB-, à un cran de la catégorie spéculative. Cette baisse reflète une diminution de la flexibilité et de la performance budgétaire du Panama en raison d'une charge d'intérêt plus élevée qui accroît sa vulnérabilité aux conditions économiques défavorables. L'agence a également abaissé les notes de crédit souverain à court terme du Panama de « A-2 » à « A-3 ». L'évaluation de l'agence en matière de transfert et de convertibilité (T&C) « AAA » reste inchangée.

D'après l'Autorité du tourisme du Panama, les recettes en devises liées au tourisme international auraient augmenté de 9,6 % au cours des huit premiers mois de l'année, à 4 Mds USD. Le Panama aurait reçu un total de 1,85 M de visiteurs internationaux entre janvier et août 2024, dont 1,41 M de touristes ayant séjourné plus de deux jours dans le pays, ce qui représente une augmentation de 11,8 % par rapport à la même période l'année dernière.

Caraiïbes

Barbade

Le gouvernement de la Barbade et l'US Exim Bank ont signé un protocole d'accord de 500 M USD pour développer des secteurs clés tels que les énergies renouvelables, la cybersécurité, l'eau et l'assainissement, ainsi que la surveillance maritime. L'accord, en vigueur jusqu'en 2026, pourrait financer des projets alignés sur l'objectif de la Barbade d'atteindre 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2030. La Première ministre a salué ce partenariat, le considérant comme un avantage mutuel pour les deux nations, qui pourrait favoriser un climat d'investissement attractif pour l'avenir.

Cuba

Exonération des droits de douane sur certains produits importés. Les autorités cubaines ont annoncé l'adoption d'une nouvelle norme établissant l'exonération des droits de douane à l'importation des matières premières, intrants et biens intermédiaires destinés à la production agricole. La mesure cherche à accroître la production nationale dans le secteur alimentaire. Elle vient à la suite d'une première mesure prise en début d'année, qui permettait aux importateurs de bénéficier d'une réduction de 50 % sur les taxes à l'importation. Ce bénéfice était néanmoins conditionné à l'obtention d'une autorisation préalable du ministère cubain des Finances et des Prix, qui n'est désormais plus nécessaire. D'après les autorités, cet avantage fiscal a déjà coûté à l'Etat près de 25 M de pesos, soit 1 MUSD.

République Dominicaine

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a approuvé le déblocage de 35,3 Mds DOP (557 M EUR) de sa réserve légale pour financer la construction et l'acquisition de logements. Les fonds seront distribués par les entités de l'intermédiation financière du pays. Sur ces fonds, 40 % (232 MEUR) seront destinés à l'achat de logements abordables, et les 60 % restants (347 MEUR) seront alloués à la fois à la construction et à l'achat de logements en général. Cette initiative a pour objectif de dynamiser le secteur de la construction, à encourager la croissance économique et à faciliter l'accès aux crédits

Jamaïque

L'Institut national de planification de la Jamaïque indique que le PIB du pays aurait subi une contraction de 0,4 % sur les 9 premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023. La construction aurait notamment enregistré une diminution de 2,9 % de sa valeur ajoutée. Les secteurs les plus dynamiques auraient été l'hôtellerie-restauration (+2,1%) et la finance-assurance (+1,9%). La baisse du PIB aurait été particulièrement marquée au T3 2024 (-2,8 %), et l'institut prévoirait une contraction de l'économie jamaïcaine entre 0 et -1,5 % pour le T4 2024, le pays continuant à se remettre de l'impact de l'ouragan Beryl. Bien que les dommages liés au passage du cyclone aient représenté 1,1 % du PIB de 2023 et aient principalement touché les infrastructures de transport et le système électrique, une croissance lente est toujours attendue dans des secteurs clés tels que l'agriculture, la construction, l'hôtellerie et la gastronomie, a déclaré l'Institut.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

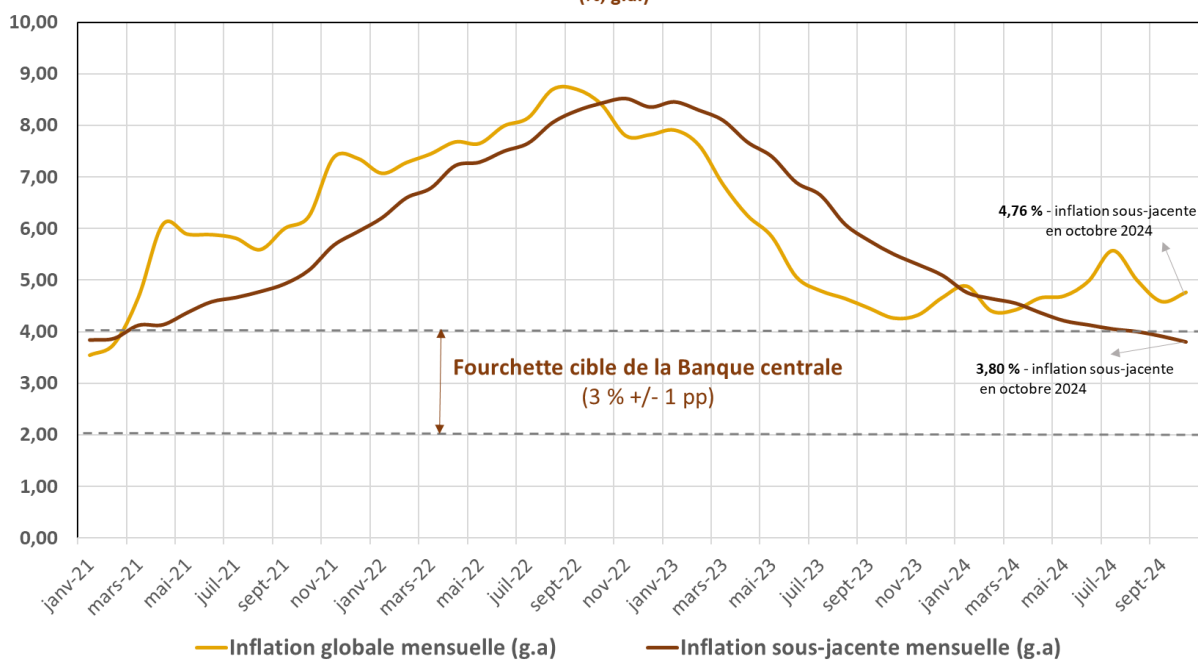
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,25%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,75%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,50%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	6,50%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

– Annexe Graphique Mexique –

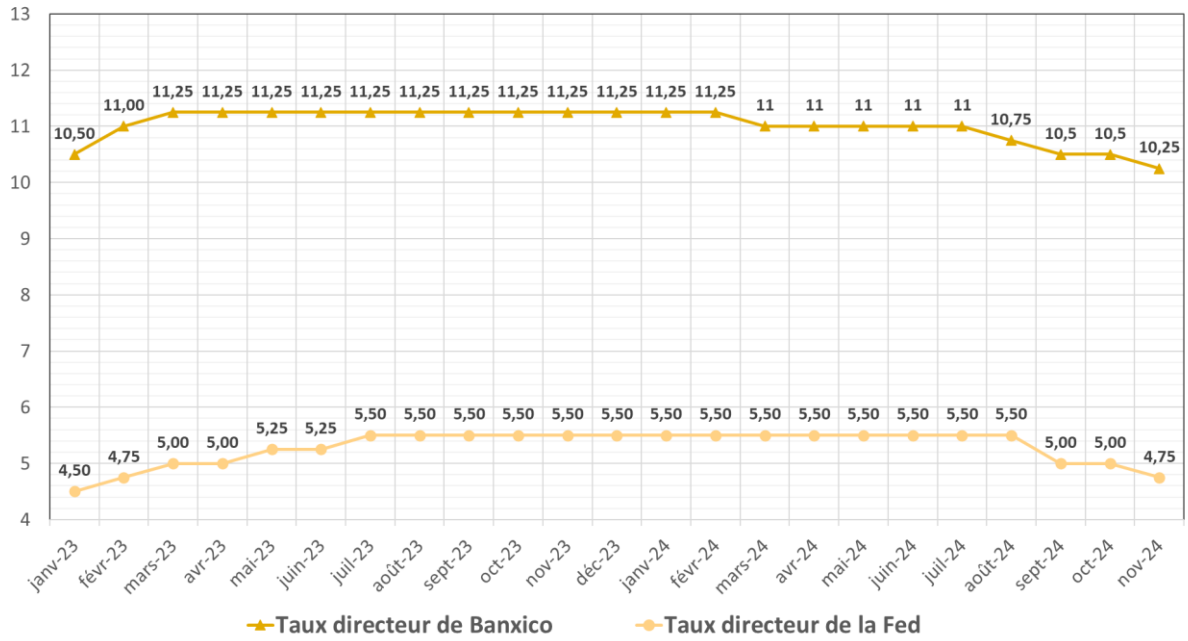
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINA (%)**

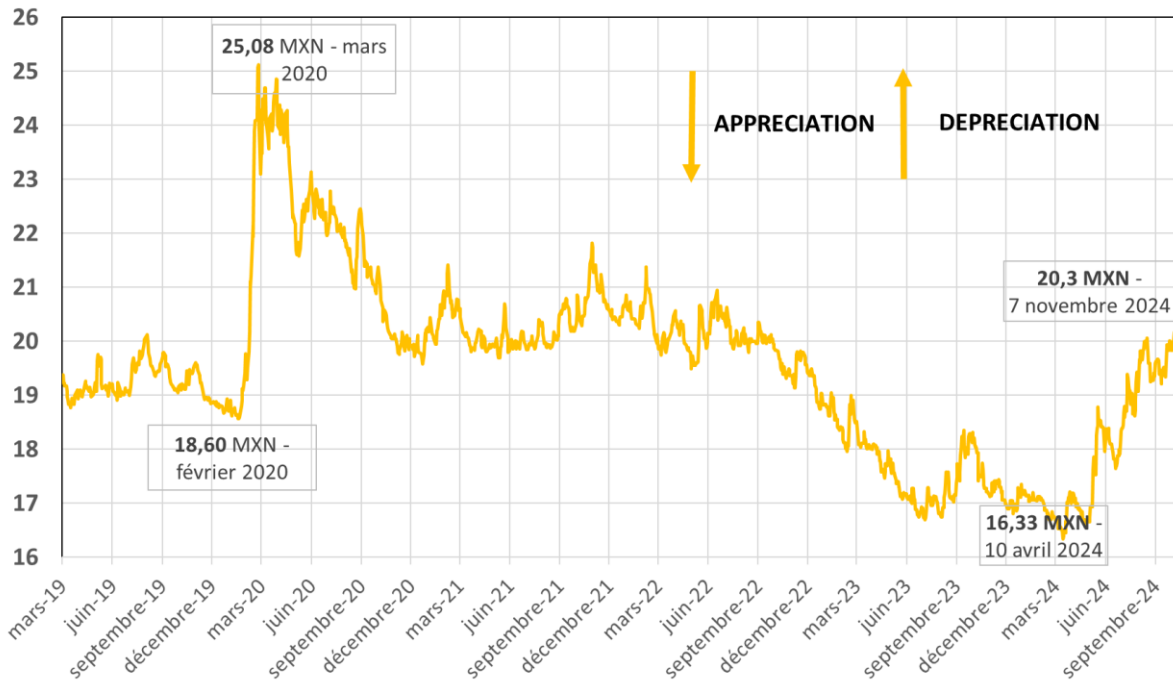


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

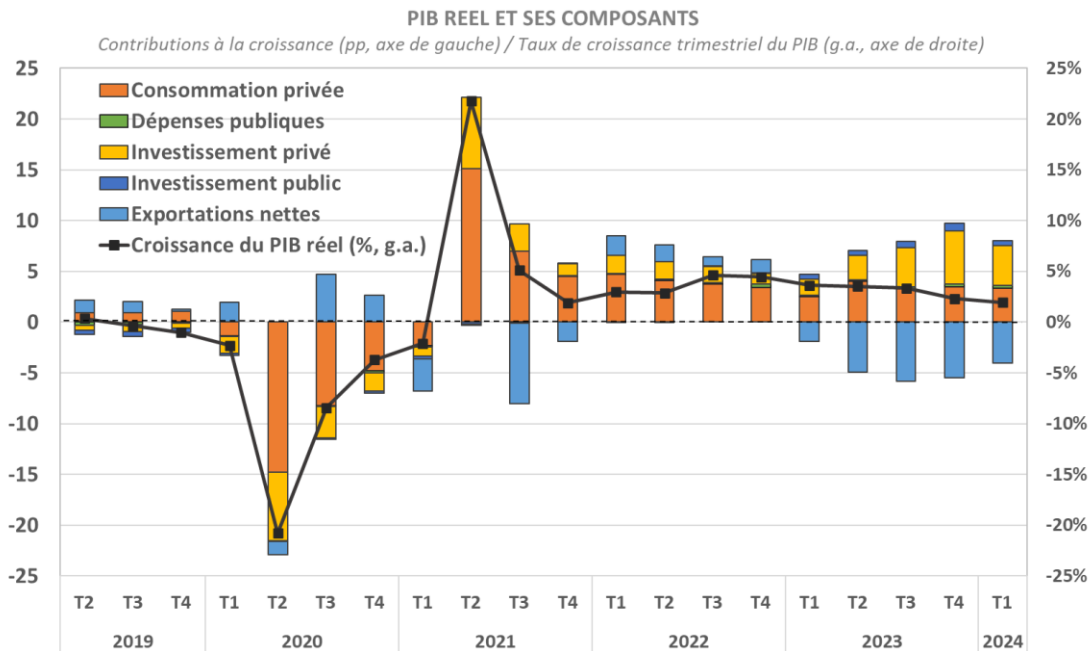
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550
oct-24	10,5	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



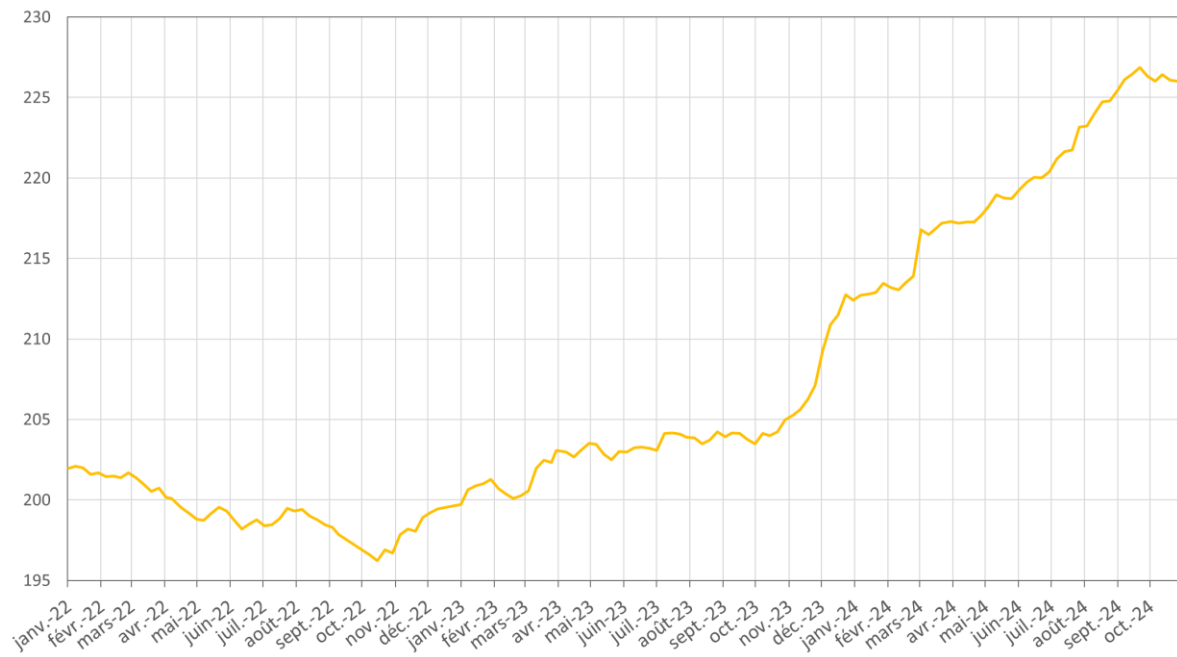
Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr